

## Sud-Kivu : payer le travail à son juste prix pour relancer l'économie

Très rares sont ceux qui payent le travail à son juste prix au Sud-Kivu et en RD Congo en général. Les employeurs cherchent toujours à diminuer les salaires ou le coût de la main-d'œuvre, les petits commerçants ne comptent jamais leur temps. Mauvais calcul cependant, car le pouvoir d'achat de la majorité des gens étant très faible, l'économie tourne au ralenti.

"La rémunération des travailleurs n'est pas le souci des managers congolais", constate Michel Bisimwa, un économiste. Ni les employeurs, ni même souvent les employés n'analysent vraiment le coût du travail. D'ailleurs dans les budgets des entreprises, le salaire, c'est le dernier poste qu'on calcule, alors que ce devrait être le premier. Par exemple, pour ouvrir une entreprise, le patron oublie de budgétiser les salaires, car souvent il commence l'activité en faisant travailler ses frères. Quant il est obligé de se séparer d'eux, la surprise est grande de devoir payer leurs remplaçants. "Comme les salaires sont insignifiants ou inexistant, dans les opérations d'achat et de vente, on essaie toujours de réduire le prix demandé sans jamais tenir compte du temps et de l'énergie passés et de la valeur réelle de l'article à vendre", ajoute l'économiste. Pourtant si la population n'a pas de pouvoir d'achat, tout le monde en pâtit y compris les patrons et les commerçants dont le nombre de clients est réduit. "C'est quand les gens sont payés correctement et peuvent acheter que l'économie tourne", explique M. Bisimwa. Ils peuvent alors acheter des biens et des services. Sinon, c'est un cercle vicieux.

### "Chercher du savon"

Souvent dérisoire et/ou irrégulièrement payé, le salaire a perdu tout son sens et les travailleurs s'y sont habitués. "Loin d'être une rémunération du travail qui permet à un employé de couvrir ses besoins mensuels, déclare Franck Mweze, un ancien chef du personnel dans une entreprise à Bukavu, le salaire se réduit actuellement au jargon "kutafuta sabuni" (chercher du savon) comme si une journée de travail devrait être payée à la valeur d'un cube de savon. Ainsi, actuellement, des ouvriers acceptent de travailler pour l'équivalent à un savon ou des cigarettes." Les hommes placés dans ces conditions vivent du petit commerce de leur femme. D'autres monnayent les services gratuits qu'ils doivent rendre. Ils restent à leur poste pour continuer à être bien vus par leur entourage. Quand on sait que vous allez au travail, on vous respecte et on vous fait confiance dans la société.

Dans les entreprises publiques, le paiement des salaires est devenu très aléatoire. "En 2011, nous avons été payés pour 6 mois de travail sur 12", déclare sous anonymat, un agent de la Société nationale des chemins de fer du Congo (SNCC). Selon lui, il n'existe pas d'année où tous les mois ont été payés. Les ouvriers de la Sucrierie de Kiliba eux ont travaillé 24 mois sans être payés. Dans les entreprises privées, il en est d'ailleurs souvent de même. Le travailleur qui quitte sa maison chaque matin dépense des frais de transport pour aller au travail et en revenir. Pour vivre, il est parfois obligé de s'endetter et, à la longue, de vendre ses biens pour rembourser s'il ne trouve pas d'autres sources de revenus. Les enseignants des écoles primaires et secondaires ont programmé une grève, comme les médecins d'août 2011 pour réclamer leurs salaires.

Le droit du travail est pourtant clair sur la grille de rémunérations en fonction du niveau et le salaire minimum interprofessionnel garanti est de 3 \$ par jour, soit 90 \$ par mois. Mais elle n'est pas respectée et personne ne se plaint, parce que ceux qui ont essayé n'ont pas eu gain de cause.

**Thaddée Hyawe-Hinyi**